

(A)

(N° 124.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1902.

Projet de loi déterminant le régime douanier applicable dans certains cas spéciaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Différentes dispositions législatives, dont le texte est reproduit ci-après en annexe, autorisent l'application de mesures spéciales, en matière de commerce de navigation et de douane, à l'égard des pays qui, n'ayant momentanément pas d'arrangement commercial avec la Belgique, ne lui accordent pas le traitement de la nation la plus favorisée.

Il paraît utile de codifier ces dispositions tout en leur donnant une portée plus générale, et de fixer en même temps le taux des surtaxes à établir éventuellement sur les produits de pays qui nous refuseraient les avantages concédés à d'autres nations.

Tel est le but du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre aux Chambres législatives.

L'article 1^{er}, relatif à l'application du traitement de la nation la plus favorisée aux pays qui, n'ayant momentanément pas de traité avec la Belgique, lui assurent néanmoins en fait le bénéfice du dit traitement, est la reproduction de la disposition inscrite à l'article 1^{er} de la loi du 30 janvier 1892.

L'article 2 détermine les cas dans lesquels des surtaxes douanières seront établies, ainsi que le taux de ces surtaxes. Il laisse au Gouvernement le soin de spécifier les matières brutes ou mi-fabriquées, nécessaires à l'industrie, ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation, auxquels les surtaxes ne seront pas appliquées.

Par l'article 3, le Gouvernement est autorisé à appliquer des droits compensateurs aux marchandises qui jouiraient de primes d'exportation dans

leur pays de provenance ou d'origine. Cette disposition ne fait que reproduire celle qui figure à l'article 2 de la loi du 30 janvier 1892.

L'article 4 abroge les dispositions législatives remplacées par la nouvelle loi, savoir : l'article 2 de la loi du 19 juin 1856, la loi du 30 janvier 1892 et les deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1895.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

P. DE SMET DE NAEYER.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et des Travaux publics et de Notre Ministre des Affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à appliquer provisoirement, aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation ou de douane, pour autant que la Belgique jouisse sous ces mêmes rapports, dans lesdits pays, du régime de la nation la plus favorisée.

ART. 2.

Les marchandises provenant des pays qui se trouveront sans arrangement commercial avec la Belgique et ne lui appliqueront pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane, seront soumises aux droits fixés par le tarif des douanes augmentés de 50 p. c. Celles de ces mar-

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën en Openbare Werken en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering is ertoe gemachtigd, de behandeling als meest begunstigde natie op het gebied van handel, scheepvaart of invoerrechten voorloopig toe te passen op die vreemde landen, welke tijdelijk geen verdrag met België hebben, mits België, in die landen, op hetzelfde gebied, de behandeling als de meest begunstigde natie geniete.

ART. 2.

De goederen, afkomstig uit landen die geen handelsverdrag met België hebben, en die op het gebied van handel, scheepvaart en invoerrechten, België niet behandelen als de meest begunstigde natie, zijn onderworpen aan de door het toltarief vastgestelde rechten verhoogd met 50 t. h. Stelt dat tarief geene rechten op die goe-

chandises qui ne seraient pas imposées par ledit tarif payeront 15 p. c. de leur valeur ou seront soumises à un droit spécifique équivalent sur la base de leur valeur moyenne.

Un arrêté royal déterminera les matières brutes ou mi-fabriquées, nécessaires à l'industrie, ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation, qui seront exclus des dispositions de l'alinéa précédent.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient, dans leur pays de provenance ou d'origine, d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime.

ART. 4.

Sont abrogés :

1° L'article 2 de la loi du 19 juin 1856, portant revision des lois relatives au régime commercial;

2° La loi du 30 janvier 1892, autorisant le Gouvernement à accorder le régime de la nation la plus favorisée aux pays avec lesquels la Belgique est momentanément sans traité;

3° Les deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1895.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1902.

deren, dan betalen zij 15 t. h. van hunne waarde of zijn zij onderworpen aan een even groot specifiek recht, berekend naar hunne gemiddelde waarde.

Een koninklijk besluit zal de voor nijverheid noodige grondstoffen of half-fabrikaten alsmede de voor voeding noodige producten bepalen, welke buiten de schikkingen van vorenstaande alinea vallen.

ART. 3.

De Regeering is ertoe gemachtigd op den invoer van goederen, die in hun land van afkomst of van oorsprong eene rechtstreekse of onrechtstreekse uitvoerpremie genieten, een compensatierecht te stellen, even groot als die premie.

ART. 4.

Zijn ingetrokken

1° Artikel 2 der wet van 19 Juni 1856 tot wijziging van de wetten betreffende den handel met den vreemde;

2° De wet van 50 Januari 1892, waarbij de Regeering ertoe wordt gemachtigd, de behandeling als de meest begunstigde natie te verleenen aan landen waarmede België tijdelijk geen verdrag heeft;

3° De twee laatste alinea's van artikel 2 der wet van 12 Juli 1895.

Gegeven te Brussel, den 15^{en} April 1902.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

P. DE SMET DE NAERYER.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE FAVEREAU.

ANNEXE.

Loi du 19 juin 1856.

ART. 2. — § 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à établir des surtaxes à l'importation des marchandises dans les cas suivants :

1^o A l'entrée par mer, si le navire qui importe les marchandises appartient à un pays :

a) qui exclut les navires belges du cabotage, soit sur ses côtes, soit sur celles de ses colonies ou possessions ;

b) qui, soit dans ses ports, soit dans ceux de ses colonies ou possessions, ou dans le parcours de ses canaux et rivières, soumet directement ou indirectement les navires belges, les marchandises qu'ils importent ou exportent, ou le batelage belge, à des droits ou charges quelconques plus élevés que ceux dont sont passibles les navires nationaux, les marchandises similaires qu'ils importent ou exportent, ou le batelage national ;

c) qui, à l'entrée par les frontières de terre, soumet les marchandises arrivant de Belgique à des droits plus élevés que ceux dont sont passibles les marchandises similaires importées par mer ;

d) qui, dans ses colonies ou possessions, soumet les marchandises de provenance belge à des droits plus élevés que ceux dont sont passibles les produits similaires de toute autre provenance ;

e) qui prohibe l'importation ou l'exportation de certaines marchandises sous pavillon belge (les produits de la pêche exceptés), tandis qu'il l'autorise sous pavillon national ;

f) qui, à la sortie, soit de la métropole, soit de ses colonies ou possessions, soumet les marchandises destinées pour la Belgique à des droits ou charges quelconques plus élevés que ceux dont sont passibles les marchandises similaires expédiées pour toute autre destination ;

g) qui entrave le transit des marchandises venant de Belgique ou y allant, par des prohibitions, droits, charges ou formalités dont ne sont pas passibles les marchandises similaires venant de tout autre pays ou y allant.

2^o A l'entrée par toute autre voie que par mer, si les marchandises proviennent d'un pays auquel s'applique l'un des littéras du n° 1.

§ 2. Dans les cas prévus ci-dessus, les surtaxes pourront également porter sur les droits qui atteignent la coque des navires étrangers.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à imposer des taxes exceptionnelles aux négociants, industriels, voyageurs de commerce ou artisans, établis ou se livrant à des opérations commerciales ou industrielles en Belgique et appartenant à des pays dans lesquels les négociants, industriels, voyageurs de commerce ou artisans belges, dans les mêmes cas, ne seraient pas traités comme les nationaux.

§ 4. Enfin, le Gouvernement pourra, dans des cas particuliers et lorsque le bien du commerce ou de l'industrie l'exigera, soumettre à des droits plus forts ou prohiber à l'entrée les objets de toute nature qui proviennent des pays où les produits de l'industrie belge se trouvent prohibés ou excessivement imposés.

§ 5. Les surtaxes seront déterminées de manière à contrebalancer les désavantages auxquels seront soumis, dans ces pays, la navigation, l'industrie, le commerce ou les sujets belges.

§ 6. Les mesures prises en vertu du présent article seront soumises immédiatement aux Chambres, si elles sont réunies, sinon dans le cours de leur prochaine session.

Loi du 30 janvier 1892.

ART. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à appliquer provisoirement, en tout ou en partie, aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane, pour autant que la Belgique soit soumise, sous ces mêmes rapports, dans les dits pays, au régime de la nation la plus favorisée.

ART. 2. — L'article 2, § 1^{er}, de la loi du 19 juin 1856 est complété comme il suit :

Le Gouvernement est autorisé à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient d'une prime directe ou indirecte à l'exportation des pays de provenance ou d'origine, un droit compensateur égal à cette prime.

Loi du 12 juillet 1895.

ART. 2.

Les dégrèvements résultant du présent article ne sont applicables qu'aux provenances des pays qui accordent aux marchandises belges le traitement de la nation la plus favorisée ou qui ont avec la Belgique des arrangements commerciaux.

Il en sera de même des réductions de droits consacrées par les lois du 30 janvier 1892, approuvant les traités de commerce conclus le 6 décembre 1891, entre la Belgique d'une part, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'autre part.



Kamer van Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 APRIL 1902.

Wetsontwerp waarbij aangeduid wordt de tolbehandeling welke in sommige bijzondere gevallen toepasselijk is.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij verschillende wetgevende bepalingen, wier tekst hierna als bijlage komt, wordt, op het gebied van handel, scheepvaart en invoerrechten, het toepassen gemachtigd van bijzondere maatregelen ten opzichte van de landen welke, tijdelijk geen handelsverdrag met België hebbende, dit land niet als de meest begunstigde natie behandelen.

De codificatie dier bepalingen schijnt nuttig te wezen en, aan dezelve dient eene algemeenere opvatting geschonken te worden, met bepaling te gelijkertijd van de overbelasting welke, in voorkomend geval, gesteld moet worden op de producten van landen die weigeren zouden aan het onze te schenken de voordeelen welke zij aan andere landen verleen.

Ziedaar het doel van het ontwerp van wet hetwelk ik, naar 's Konings bevelen, de eer heb aan de Wetgevende Kamers voor te leggen.

Artikel 1, betreffende het toepassen der behandeling van de meest begunstigde natie op de landen die, ofschoon tijdelijk geen verdrag met België hebbende, aan dit land niettemin het voordeel dier behandeling verzekeren, is niet anders dan de bepaling welke voorkomt onder artikel 1 der wet van 30 Januari 1892.

Bij artikel 2 worden bepaald de gevallen waarin toloverbelastingen zullen gesteld worden en het duidt ook het bedrag dier overbelastingen aan. Hetzelve laat aan de Regeering de zorg over om in 't bijzonder te vermelden de voor de nijverheid noodige grondstoffen of halffabrikaten, alsook de producten die voor voeding noodig zijn en waarop die overbelastingen niet worden toegepast.

Door artikel 3 wordt aan de Regeering machtiging verleend tot het toepassen van compensatierechten op de goederen die in hun land van afkomst of van oorsprong uitvoerpremiën genieten. Deze bepaling is dezelfde als die welke onder artikel 2 der wet van 30 Januari 1892 voorkomt.

Artikel 4 laat wegvallen de wettelijke bepalingen die door de nieuwe worden vervangen, te weten : artikel 2 der wet van 19 Juni 1856, de wet van 30 Januari 1892 en de twee laatste leden van artikel 2 der wet van 12 Juli 1893.

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

P. DE SMET DE NAEYER.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et des Travaux publics et de Notre Ministre des Affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à appliquer provisoirement, aux pays étrangers qui se trouveraient momentanément sans traité avec la Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation ou de douane, pour autant que la Belgique jouisse sous ces mêmes rapports, dans lesdits pays, du régime de la nation la plus favorisée

ART. 2.

Les marchandises provenant des pays qui se trouveront sans arrangement commercial avec la Belgique et ne lui appliqueront pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane, seront soumises aux droits fixés par le tarif des douanes augmentés de 50 p. c. Celles de ces mar-

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën en Openbare Werken en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering is ertoe gemachtigd, de behandeling als meest begunstigde natie op het gebied van handel, scheepvaart of invoerrechten voorloopig toe te passen op die vreemde landen, welke tijdelijk geen verdrag met België hebben, mits België, in die landen, op hetzelfde gebied, de behandeling als de meest begunstigde natie geniete.

ART. 2.

De goederen, afkomstig uit landen die geen handelsverdrag met België hebben, en die op het gebied van handel, scheepvaart en invoerrechten, België niet behandelen als de meest begunstigde natie, zijn onderworpen aan de door het toltarief vastgestelde rechten verhoogd met 50 t. h. Stelt dat tarief geene rechten op die goe-

chandises qui ne seraient pas imposées par ledit tarif payeront 15 p. c. de leur valeur ou seront soumises à un droit spécifique équivalent sur la base de leur valeur moyenne.

Un arrêté royal déterminera les matières brutes ou mi-fabriquées, nécessaires à l'industrie, ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation, qui seront exclus des dispositions de l'alinéa précédent.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à établir, à l'importation des marchandises qui jouiraient, dans leur pays de provenance ou d'origine, d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal à cette prime.

ART. 4.

Sont abrogés :

1° L'article 2 de la loi du 19 juin 1856, portant revision des lois relatives au régime commercial;

2° La loi du 30 janvier 1892, autorisant le Gouvernement à accorder le régime de la nation la plus favorisée aux pays avec lesquels la Belgique est momentanément sans traité;

3° Les deux derniers alinéas de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1895.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1902.

deren, dan betalen zij 15 t. h. van hunne waarde of zijn zij onderworpen aan een even groot specifiek recht, berekend naar hunne gemiddelde waarde.

Een Koninklijk besluit zal de voor nijverheid noodige grondstoffen of half-fabrikaten alsmede de voor voeding noodige producten bepalen, welke buiten de schikkingen van vorenstaande alinea vallen.

ART. 3.

De Regeering is ertoe gemachtigd op den invoer van goederen, die in hun land van afkomst of van oorsprong eene rechtstreekse of onrechtstreekse uitvoerpremie genieten, een compensatierecht te stellen, even groot als die premie.

ART. 4.

Vallen weg :

1° Artikel 2 der wet van 19 Juni 1856 tot wijziging van de wetten betreffende den handel met den vreemde;

2° De wet van 30 Januari 1892, waarbij de Regeering ertoe wordt gemachtigd, de behandeling als de meest begunstigde natie te verleenen aan landen waarmede België tijdelijk geen verdrag heeft;

3° De twee laatste alinea's van artikel 2 der wet van 12 Juli 1895.

Gegeven te Brussel, den 15^o April 1902.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

P. DE SMET DE NAeyer.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

DE FAVEREAU.